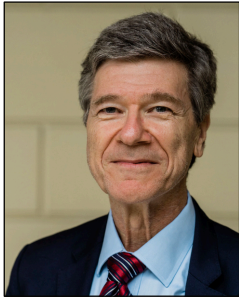


# «L'Europe et la Russie glissent vers une guerre ouverte»

## Lettre ouverte au chancelier Friedrich Merz

par Jeffrey D. Sachs,\* Etats-Unis



Jeffrey D. Sachs (Photo Gabriella C. Marino)

(CH-S). En tant que puissance centrale de l'Union européenne et voisin direct de la Suisse, la voie empruntée par l'Allemagne vers une nouvelle guerre ne peut manquer de susciter des réactions au niveau international.

Dans une lettre poignante, le professeur Jeffrey Sachs,

éminent économiste et diplomate, rappelle au chancelier allemand Merz l'importance de son rôle pour la paix en Europe et dans le monde. La tâche la plus urgente consiste à entamer sans délai des pourparlers diplomatiques avec les dirigeants russes.

L'entrée de l'Allemagne dans une guerre avec la Russie risque d'avoir des conséquences dévastatrices pour le monde et pour la Suisse. D'autant plus importante est toute voix avisée qui contribue à empêcher ce désastre.

\* \* \*

L'économiste et diplomate Jeffrey Sachs appelle le chancelier allemand Merz à entamer sans délai des pourparlers avec le président russe Vladimir Poutine au sujet de la paix en Europe.

Monsieur le Chancelier Merz,

Lorsque je vous ai adressé une lettre ouverte il y a six mois, j'ai exhorté l'Allemagne à privilégier la voie diplomatique avec la Russie plutôt que la normalisation de la guerre. Six mois plus tard, la situation en Europe s'est considérablement détériorée. L'Europe et la Russie glissent vers une guerre ouverte. Et dans cette dérive, Monsieur le Chancelier, votre responsabilité est unique. Aucun dirigeant européen – ni à Paris,

\* Jeffrey D. Sachs, professeur à l'Université Columbia, est directeur du Centre pour le développement durable de l'Université Columbia et président du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies. Il a été conseiller auprès de trois secrétaires généraux des Nations Unies et occupe actuellement le poste de défenseur des ODD auprès du secrétaire général António Guterres.



«Et dans 50 ans, ils se demanderont à nouveau: pourquoi personne n'a-t-il stoppé ce gouvernement?» (Photo mb)

ni à Varsovie, ni à Rome – n'occupe la position de l'Allemagne, ni ne dispose du pouvoir que vous détenez personnellement pour mettre fin à cette catastrophe. Allez-vous tenter de rétablir la paix?

Vous-même, avec la Première ministre Meloni et le président Macron, avez appelé en janvier 2026 l'Europe à renouer des relations avec la Russie et avez qualifié la Russie de «pays européen». Pourtant, vous n'avez pas poursuivi la voie diplomatique. Alors que l'avenir de l'Europe est en jeu, il s'agit là d'un abandon extraordinaire de vos responsabilités. Avez-vous, au cours de vos mois en tant que chancelier, tenté un seul dialogue de fond avec le président Poutine? Votre ministre des Affaires étrangères a-t-il tenté un seul dialogue de fond avec le ministre des Affaires étrangères Lavrov? De véritables conversations, du genre de celles qui ont mis fin à la Guerre froide. La réponse, d'après ce que révèlent les informations publiques, est non. Pas une seule fois. Et ce n'est pas par manque de reconnaissance de l'urgence.

Ces derniers jours ont vu une accélération dangereuse qui devrait retenir l'attention de tous les Européens. Les deux capitales sont désormais la cible d'attaques soutenues: des drones ukrai-

niens à longue portée ont frappé en profondeur à Moscou, y compris des sites civils; les frappes russes par missiles et drones contre Kiev se sont considérablement intensifiées. Des drones ukrainiens ont pénétré dans l'espace aérien des Etats baltes, faisant planer la menace immédiate d'un incident susceptible d'entraîner l'Europe directement dans la guerre.

Une horrible frappe ukrainienne sur une école de garçons à Lougansk a encore érodé le peu de retenue qui restait. Et le 25 mai, le ministre des Affaires étrangères *Sergueï Lavrov*, agissant sur instruction du président Poutine, a officiellement notifié au secrétaire d'Etat américain que les forces armées russes lançaient désormais des «frappes systématiques et soutenues» contre des installations et des centres de décision à Kiev, et le ministère russe des Affaires étrangères a conseillé aux Etats-Unis et aux autres pays de «veiller à l'évacuation de leur personnel diplomatique et de leurs autres ressortissants de la capitale ukrainienne». Ce message est le prologue d'une escalade majeure. La diplomatie est plus urgente que jamais.

La manière de défendre l'Ukraine ne réside pas dans la poursuite du carnage, mais dans une paix selon des conditions acceptables pour toutes les parties. Au lieu de cela, nous sommes confrontés à une escalade, avec davantage de morts, davantage de destructions et la perspective réelle d'une guerre qui s'étend au-delà de l'Ukraine. En réclamant toujours plus d'armes, une capacité de combat toujours plus grande et des démonstrations de «détermination» toujours plus bruyantes, et en laissant entendre que l'Allemagne se prépare à la guerre plutôt que de s'efforcer d'y mettre fin, vous avez permis à Berlin de devenir un accélérateur plutôt qu'un frein à une guerre à l'échelle européenne.

### **La responsabilité de l'Allemagne: six points précis**

L'Allemagne porte une lourde responsabilité dans la situation à laquelle elle est aujourd'hui confrontée. Avant que la politique allemande puisse être réorientée vers la paix, il faut faire face honnêtement à son bilan. J'expose ci-dessous six graves échecs de la politique étrangère allemande vis-à-vis de la Russie depuis la réunification allemande en 1990.

*Premièrement – le Traité 2+4  
et l'élargissement de l'OTAN vers l'Est*

Le 12 septembre 1990, à Moscou, l'Allemagne a signé le Traité sur le règlement définitif concernant l'Allemagne – le «Traité 2+4» – qui a achevé la réunification allemande. Ce traité a été conclu parce que *Mikhail Gorbatchev* avait reçu des assurances solennelles de la part de *Hans-Dietrich Genscher*, de *Helmut Kohl*, de *James Baker* et d'autres dirigeants occidentaux, selon lesquelles l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'Est.

Les documents déclassifiés – y compris les mémorandums désormais publics rassemblés par les Archives de la sécurité nationale de l'Université George Washington – sont sans ambiguïté: ces assurances ont été données et étaient clairement destinées, à l'époque, à s'appliquer au-delà du territoire de l'ancienne RDA [République démocratique allemande] à l'Europe de l'Est. Ces assurances ont été réaffirmées tout au long des années 1990 et 1991.

Le Traité 2+4 limite le stationnement de troupes de l'OTAN sur le territoire de l'ancienne RDA et rappelle les principes de l'Acte final d'Hel-sinki, qui souligne qu'aucune nation ne doit assurer sa sécurité au détriment d'une autre. Une personne sérieuse peut-elle croire que l'Union soviétique se souciait de la présence de troupes occidentales sur le territoire de l'ancienne RDA mais restait indifférente à celle des armées de l'OTAN à Varsovie, Vilnius ou Kiev? Bien sûr que non.

La question de l'élargissement de l'OTAN a été discutée en détail et des garanties explicites de non-élargissement vers l'Est ont été données par l'Allemagne aux dirigeants soviétiques – puis ont été rompues. L'Allemagne était la principale bénéficiaire de ces garanties, qui constituaient la contrepartie de la réunification allemande. Pourtant, dès 1993, les dirigeants allemands ont commencé à promouvoir la violation de ces garanties.

### *Deuxièmement – le témoignage de la chancelière Merkel elle-même*

Dans ses mémoires, *Angela Merkel* écrit avec une franchise saisissante qu'elle comprenait, au moment du sommet de Bucarest de 2008, qu'inviter l'Ukraine et la Géorgie à rejoindre l'OTAN reviendrait à une déclaration de guerre à la Russie. Elle connaissait la ligne rouge de la Russie. Et pourtant, elle a cédé à la pression américaine, acceptant le communiqué de compromis selon lequel l'Ukraine et la Géorgie «deviendraient» membres de l'OTAN. Cette seule phrase a déclenché les catastrophes de 2014 et 2022. La franchise dont Merkel a fait preuve par la suite

est un cadeau pour ses successeurs: elle leur a dit clairement ce qui était évident à l'époque. Aujourd'hui, l'Allemagne ne devrait pas prétendre que ce n'était pas le cas.

#### *Troisièmement – la trahison de l'Accord du 21 février 2014*

Le 21 février 2014, à Kiev, le ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque, *Frank-Walter Steinmeier*, en collaboration avec ses homologues polonais et français, a négocié un accord entre le président *Ianoukovitch* et l'opposition. Cet accord prévoyait le retour à la Constitution de 2004, la formation d'un gouvernement d'union nationale et la tenue d'élections présidentielles anticipées. Le président Poutine a été consulté; l'accord a été confirmé. Il s'agissait d'un accomplissement diplomatique majeur dans un contexte de violence intense.

Pourtant, moins de vingt-quatre heures plus tard, *Ianoukovitch* a été renversé de force par un coup d'Etat violent. L'Allemagne n'a pas insisté pour que l'accord qu'elle venait de garantir soit respecté. Au contraire, suivant l'exemple des Etats-Unis, l'Allemagne a soutenu le nouveau gouvernement, comme s'il n'y avait jamais eu d'accord. Cette décision a convaincu Moscou que l'on ne pouvait pas se fier aux signatures occidentales.

#### *Quatrièmement – Minsk II*

En février 2015, la chancelière Merkel a personnellement négocié l'accord Minsk II dans le cadre du format «Normandie» et a promis le soutien politique de l'Allemagne dans la déclaration de soutien adoptée le 12 février 2015 à Minsk. Pendant sept ans, la disposition politique clé – l'autonomie des régions du Donbass au sein d'une Ukraine souveraine – n'a pas été mise en œuvre par Kiev. L'Allemagne n'a pas fait pression sur Kiev pour qu'elle mette en œuvre la disposition sur l'autonomie qu'elle avait défendue – et Merkel a reconnu par la suite que l'accord avait servi de manœuvre dilatoire pour permettre à l'Ukraine de se réarmer. Le président *Hollande* a tenu les mêmes propos. En d'autres termes, la garantie n'en était pas une. Il s'agissait d'une manœuvre – une fois de plus à la demande de Washington. Une fois de plus, le message adressé à Moscou était que l'on ne pouvait pas se fier aux signatures occidentales.

#### *Cinquièmement – Nord Stream*

Le 7 février 2022, dans la Salle Est de la Maison Blanche, le président *Biden* a annoncé – avec à ses côtés le chancelier de l'époque, *Olaf Scholz* – que «si la Russie envahissait [l'Ukraine] alors il n'y aurait plus de Nord Stream 2. Nous y mettrons fin». Lorsqu'on lui a demandé comment, il a répondu: «Je vous le promets, nous serons en mesure de le faire.» Les gazoducs ont été détruits sept mois plus tard lors d'un acte de sabotage en mer Baltique.

Les preuves disponibles – les enquêtes journalistiques menées aux Etats-Unis et en Allemagne, la piste suivie par le procureur fédéral allemand et les déclarations publiques d'anciens responsables – indiquent de manière écrasante qu'il s'agit d'une opération conjointe ukraino-américaine. Le gouvernement allemand le sait depuis longtemps. Et pourtant, l'Allemagne a laissé l'opinion publique rejeter la responsabilité sur la Russie, en dépit des preuves directes, tandis qu'un acte de sabotage industriel contre l'économie allemande est resté impuni et sans réponse.

#### *Sixièmement – l'Accord d'Istanbul d'avril 2022 qui était à portée de main*

Quelques semaines seulement après l'invasion russe de février 2022, les négociateurs russes et ukrainiens se sont mis d'accord à Istanbul sur les termes d'un accord de paix: neutralité de l'Ukraine en dehors de l'OTAN, garanties de sécurité multilatérales, limites convenues pour les effectifs militaires et résolution politique progressive des questions du Donbass et de la Crimée. L'accord était sur le point d'être signé.

L'ancien Premier ministre israélien *Naftali Bennett*, l'un des médiateurs, a confirmé publiquement que l'accord était sur le point d'aboutir et que l'Occident – les Etats-Unis et le Royaume-Uni en particulier – avait agi pour le bloquer. La mission du Premier ministre Boris Johnson à Kiev en avril 2022 pour demander à l'Ukraine de ne pas signer est de notoriété publique.

Des centaines de milliers de vies ukrainiennes et russes, ainsi que l'ordre européen dans son ensemble, ont payé le prix de cette intervention américano-britannique. L'Allemagne n'a pas élevé la voix à ce sujet – alors même que c'est elle, plus que tout autre Etat européen, qui a supporté les conséquences économiques.

#### **L'autodestruction économique de l'Allemagne**

Votre première préoccupation doit être la paix. Les dernières nouvelles en provenance de Mos-

cou soulignent l'urgence de la situation. Mais parallèlement à cette première catastrophe, une deuxième se profile: la destruction délibérée de l'économie allemande, dont Berlin est à la fois l'auteur et la victime.

L'économie industrielle allemande s'est construite sur le commerce avec la Russie. La destruction de Nord Stream et la rupture des relations commerciales entre l'Allemagne et la Russie qui s'en est suivie ont contraint l'Allemagne à acheter du gaz naturel aux Etats-Unis à des prix plusieurs fois supérieurs à ceux du gaz russe acheminé par gazoduc qu'il remplaçait. C'est un suicide industriel.

Le secteur chimique allemand, son secteur sidérurgique, son industrie du verre, ses industries à forte intensité énergétique – les fondements mêmes du Mittelstand – perdent chaque jour un peu plus de leur compétitivité internationale. Les emplois qualifiés s'échappent de l'économie allemande. Et le contribuable allemand ainsi que le consommateur allemand procèdent à un transfert de richesse nationale de l'Allemagne vers les producteurs de gaz américains à une échelle sans précédent dans l'Europe d'après-guerre.

De surcroît, le gouvernement allemand s'engage désormais dans un énorme renforcement de la défense – des centaines de milliards d'euros au cours de la prochaine décennie – pour s'armer en vue d'une guerre que la diplomatie pourrait facilement éviter. Il s'agit là d'une grave mauvaise allocation des ressources nationales. Le défi fondamental auquel l'Allemagne est confrontée au cours de cette décennie est celui de la compétitivité à l'ère numérique.

Chaque euro dépensé en chars, missiles et obus d'artillerie est un euro qui n'est pas dépensé pour les capacités de l'Allemagne en matière d'IA, sa capacité de conception et de fabrication de puces, ses infrastructures énergétiques et les réseaux numériques à haut débit dont l'Allemagne a besoin pour rester une économie mondiale de premier plan.

La dure réalité, Monsieur le Chancelier, est que ces armes ne permettent pas d'acheter la sécurité que la diplomatie permettrait d'obtenir pour un coût bien moindre. Et sans les investissements dans la numérisation et l'énergie, qui sont écartés au profit de ce réarmement, il est impossible d'atteindre la prospérité.

### **Mon appel**

Monsieur le Chancelier Merz, plus que pour tout autre dirigeant européen, c'est à vous qu'il revient de décider si l'Europe sombre dans une guerre générale ou si elle revient à la négociation et à la raison économique. Il est grand temps d'agir. Le message officiel adressé hier par Moscou à Washington l'indique explicitement. Veuillez ouvrir un dialogue avec le président Poutine. Veuillez envoyer votre ministre des Affaires étrangères à Moscou ou inviter le ministre russe des Affaires étrangères à Berlin. Veuillez rouvrir les canaux de l'OSCE que l'Allemagne a laissés s'atrophier. Veuillez dire à Kiev de cesser ses frappes sur des cibles civiles.

Et surtout, veuillez dire la vérité à l'opinion publique allemande: qu'une paix négociée fondée sur la neutralité de l'Ukraine est la voie réaliste pour sortir de la catastrophe, et que le rétablissement de relations économiques normales avec la Russie est la voie réaliste pour sortir du déclin industriel de l'Allemagne.

Les termes d'un accord acceptable que l'Allemagne pourrait proposer sont clairs: les combats cesseraient sur une ligne d'armistice. Toutes les parties renonceraient à tout recours futur à la violence sur la question des frontières. L'Ukraine rétablirait sa neutralité, et l'OTAN renoncerait définitivement à tout nouvel élargissement vers l'est.

L'Europe et la Russie rétabliraient leurs relations économiques et mettraient fin au bellumisme. L'OSCE redeviendrait le forum central pour la sécurité européenne, avec le principe fondamental que la sécurité européenne est indivisible, et ne repose pas sur des blocs militaires divisant l'Europe. Parallèlement à cette paix, l'Allemagne réorienterait ses ressources nationales vers les investissements dans le numérique, l'IA, les semi-conducteurs et l'énergie que l'avenir économique de l'Allemagne exige.

L'histoire retiendra ce que vous ferez dans les semaines à venir, et ce que vous ne ferez pas. Il en sera de même pour l'opinion publique allemande. Il en sera de même pour les peuples de Russie, d'Ukraine et d'Europe en général. L'heure est à la diplomatie, Monsieur le Chancelier. C'est à vous de faire ce choix.

*Respectueusement, Jeffrey D. Sachs  
Professeur à l'Université Columbia*

*Source: <https://www.berliner-zeitung.de/article/jeffrey-sachs-an-open-letter-to-chancellor-friedrich-merz-10038768>, 27 mai 2026 (Traduction «Point de vue Suisse»)*